

«Innover tout en gardant l'esprit Menuhin, c'est l'enjeu qui m'anime»

GSTAAD MENUHIN FESTIVAL. Le célèbre festival de musique classique connaît une augmentation importante de la fréquentation ces dernières années.

MATTEO IANNI

Yehudi Menuhin est un lieu de pèlerinage pour les mélomanes. Le virtuose a donné son nom au festival qui, chaque été, attire à Gstaad les plus grands noms de la musique classique. Pour cette 62^e édition, qui déroulera du 13 juillet au 1^{er} septembre, le célèbre festival met le cap sur «Les Alpes». Au programme: quarante-six concerts en un mois et demi et les multiples autres activités formatrices et leurs concerts associés. Entretien avec Christoph Müller, responsable depuis 2002 et directeur artistique du célèbre Gstaad Menuhin Festival.



CHRISTOPH MÜLLER. Il est le CEO, responsable depuis 2002 et directeur artistique du prestigieux Gstaad Menuhin Festival.

Quel est votre public cible et d'où vient-il?

Par notre situation géographique, la moitié de notre public vient de Suisse alémanique. Environ 30% sont des romands. Le reste des spectateurs sont des étrangers en provenance d'Allemagne, Grande-Bretagne et France. Si notre Festival s'adresse aux amateurs de musique classique, plusieurs offres sont toutefois disponibles pour séduire un public varié, telles les familles ou les jeunes.

Vous accueillez entre 25 et 26.000 visiteurs. Comment a évolué cette fréquentation ces dernières années?
Nous sommes continuellement

en augmentation. Pour vous donner un ordre d'idée, en l'espace de dix ans nous avons doublé notre fréquentation, et au cours des cinq dernières années, celle-ci a augmenté de 30%.

Cela fait maintenant 16 ans que vous vous chargez de l'organisation de ce festival. Quels changements avez-vous apporté dans l'organisation du Gstaad Menuhin Festival?

Lorsque j'ai pris les rênes du festival en 2002, le plus gros challenge était de garder cet esprit de Menuhin, tout en modernisant la manifestation. J'avais cette vo-

lonté d'élargir notre public et travailler sur l'accessibilité du festival. Pour ce faire, nous avons lancé la Gstaad Academy, qui réunit toutes les masterclass qui s'adressent aux jeunes professionnels. Tous les cours se déroulent sous la direction de personnalités musicales de renom qui ont décidé de trouver le loisir et le temps de transmettre leurs connaissances. Il y a également un orchestre d'amateurs adultes, de plus en plus prisé, qui ouvre les portes de la pratique instrumentale à des générations souvent délaissées par les activités festives. De plus, pour accrocher les

plus jeunes, nous avons lancé l'an dernier la plateforme Gstaad Digital Festival, dans laquelle une sélection de concerts et de rencontres sont retransmis.

Parlons un peu de l'équipe en charge de l'organisation du festival. Combien de personnes êtes-vous en tout ? Et combien de temps est nécessaire pour organiser un tel événement?

Pendant le festival, en comptant les bénévoles, nous arrivons à 40 personnes. En soi, nous sommes huit personnes permanentes pendant l'année. C'est un travail de longue haleine, puisque nous organisons les éditions 2 à 3 ans à l'avance, surtout pour les grands concerts sous la Tente (ndlr, qui peut accueillir jusqu'à 1800 personnes). Le festival nécessite une très importante planification.

Quelles sont les plus grosses difficultés auxquelles vous avez été confrontés pendant cette organisation?

Définitivement la recherche de fond pour financer le festival. Comme je vous l'ai dit, c'est une longue organisation. Il n'est pas évident de demander un soutien financier pour des éditions qui se dérouleront dans 2 ou 3 ans plus tard.

Alors justement, on parle d'argent. Combien coûte l'organisation d'une telle manifestation?

Nous disposons d'un budget de 7 millions pour l'édition 2018. Environ 55% du budget provient de mécènes, des sponsors et des Fondations. La billetterie représente 30%.

Une pluie de stars sont attendues, comme Olga Peretyatko ou Juan Diego Flórez. Combien sont payés les artistes?

Près de 45% de notre budget, soit 3,15 millions de francs, est alloué au budget artistique.

Quelles sont les retombées économiques de votre festival?

Si le festival coûte 7 millions de francs, on estime que les retombées économiques pour la région de Gstaad s'élèvent à 12 millions de francs. Durant 7 semaines, des secteurs comme l'hôtellerie et la restauration de la région profitent de la forte fréquentation.

Quels sont vos objectifs pour cette nouvelle édition?

Nous voulons continuer sur notre lancée. Il y a certes toujours l'ambition d'augmenter la fréquentation et d'atteindre la barre des 30.000 visiteurs. Mais nous voulons également continuer à innover et diversifier notre offre afin de nous ouvrir aux autres générations. Innover tout en gardant l'esprit Menuhin, c'est l'enjeu qui nous attend et qui m'anime. ■

De graves manquements chez Raiffeisen

BANQUE. La Finma estime entre autres que l'établissement a négligé son devoir de surveillance vis-à-vis de son ex-directeur général Pierin Vincenz.

Raiffeisen s'est rendu coupable de graves manquements dans la gouvernance d'entreprise, affirme jeudi l'Autorité de surveillance des marchés financiers au terme de son enquête sur la banque. La Finma estime que l'établissement n'a pas «correctement pris la mesure de certains conflits d'intérêts» et s'est détournée de son obligation de surveillance vis-à-vis de son ex-directeur général Pierin Vincenz.

Le gendarme financier a bouclé la procédure d'examen approfondi («enforcement») lancée en octobre dernier dans le sillage de l'affaire Vincenz. Ce dernier est soupçonné de gestion déloyale lorsqu'il présidait la société de cartes de crédit Aduno.

Dans son communiqué, la Finma dénonce une «violation grave» des dispositions des droits de la surveillance. Lors de son engagement à la tête de Raiffeisen, M. Vincenz a multiplié les prises de positions dans des entreprises, débouchant sur des cumuls de fonction et des conflits d'intérêt.

La procédure a porté en particulier sur les parts détenues par la troisième banque suisse dans Investnet Holding. Pierin Vincenz est devenu actionnaire minoritaire de cette société de participation en rachetant des parts à son employeur tout en bénéficiant de

crédits généreusement alloués par Raiffeisen.

Le gendarme financier décrit l'opacité avec laquelle l'ancien CEO a mené ses opérations, parfois au profit de proches et en prenant le soin d'écarter les questions gênantes lors des séances du conseil d'administration. Malgré cette volonté de dissimulation, l'organe de surveillance a failli à sa tâche, manquant d'assiduité dans le suivi des transactions incriminées.

De la forme coopérative à une société anonyme

La conjoncture actuelle pousse Raiffeisen à étudier un changement de son statut juridique. La troisième banque suisse pourrait ainsi délaissier la forme de coopérative pour devenir une société anonyme. Avec cette modification, l'une des dernières vaches sacrées suisses prendrait le chemin de l'abattoir, image le spécialiste en droit des entreprises Peter Kunz.

Le juriste affirme que la forme juridique de Raiffeisen n'est plus appropriée à ses activités. «Pour une petite coopérative agricole, cela fonctionne. Mais pas pour une banque», a-t-il indiqué à AWP.

Par le passé, M. Kunz a déclaré à maintes reprises que le statut de coopérative pose problème pour un établissement de la taille de Raiffeisen. Pour le spécialiste, l'organisation actuelle de Raiffeisen comporte deux défauts majeurs. D'une part, le contrôle des instances dirigeantes est dysfonctionnel en raison d'une dispersion de propriétaires et l'absence d'une discipline boursière. Dans cette configuration, la direction et le conseil d'administration sont quasiment plénipotentiaires.

D'autre part, le morcellement de l'actionariat pose le problème de la dissolution de la banque en cas de crise. — (awp)

Selon la Finma, les administrateurs ont également fait preuve de légèreté au sujet des dépenses de Pierin Vincenz et des honoraires élevés versés à un proche conseiller. Le conseil d'administration a eu connaissance de ces dépassements budgétaires mais n'a jamais émis de réserves.

Les faits constatés sont constitutifs d'une violation grave du devoir de surveillance, mais font également courir un risque réputationnel à la banque, qui fait par-

tie des cinq établissements suisses présentant un risque systémique. Dans un communiqué distinct, Raiffeisen fait amende honorable et reconnaît les faits dénoncés par la Finma. «Nous allons veiller à ce que de tels manquements ne se reproduisent pas», affirme le vice-président Pascal Gantenbein, cité dans le document.

La banque souligne avoir déjà adopté des mesures pour corriger les dysfonctionnements il y a deux ans, des efforts d'ailleurs re-

connus par la Finma. L'autorité juge ces mesures «appropriées», à conditions qu'elles soient effectivement et correctement mises en oeuvre.

La Finma réclame malgré tout des mesures supplémentaires et exige un renouvellement du conseil d'administration de Raiffeisen Suisse ainsi qu'un renforcement des compétences techniques de ses membres, notamment en terme de conformité («compliance»). — (awp)

Douze administrateurs sous le feu de la Finma

Le conseil d'administration de Raiffeisen compte douze personnes ayant exercé un mandat entre 2012 et 2015.

Durant la période considérée par la procédure de la Finma, Johannes Rüegg-Stürm, professeur de gestion à l'Université de St-Gall, a présidé le CA de Raiffeisen. Dans l'exercice de son mandat présidentiel, M. Rüegg-Stürm a également présidé les comités stratégiques et de rémunération du CA. Il a notamment comme mission de contrôler les activités exercées par les membres de la direction générale pour leur propre compte. Début mars, M. Rüegg-Stürm a remis sa démission. Sur les douze administrateurs incriminés, trois, à savoir, outre M. Rüegg-Stürm, Anne-Claude Luisier et Christian Spring ont déjà renoncé. Lors de la prochaine assemblée des délégués, samedi, Franco Taisch, Edgar Wohlhauser et Werner Zollinger ne solliciteront pas de nouveau mandat. Cinq autres départs sont en outre annoncés, soit ceux de Daniel Lüscher et Urs Schneider, lors de l'assemblée extraordinaire des délégués de cet automne, de Rita Fuhrer et Philippe Moeschinger lors de l'assemblée des délégués de juin 2019 et enfin de Angelo Jelmini en juin 2020. — (awp)

PICTET: démission du directeur de la division de gestion de fortune

Le groupe bancaire genevois Pictet enregistre la démission de Christian Gellerstad. Le directeur général de Pictet Wealth Management, la division de gestion de fortune, quittera ses fonctions le 1^{er} septembre, a indiqué à AWP un porte-parole, confirmant une information du portail d'informations financières Finews. M. Gellerstad ne quittera par le groupe pour autant. Il compte se consacrer à des fonctions non-exécutives, par exemple comme administrateur indépendant, affirme la banque genevoise dans une prise de position. Sous réserve du feu vert des autorités compétentes, il va intégrer l'année prochaine le conseil d'administration de l'entité Banque Pictet & Cie à Genève. — (awp)

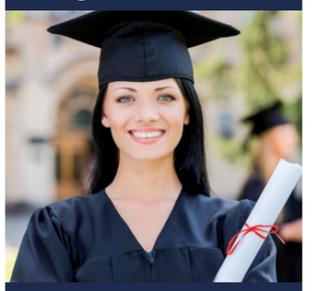
SWISSQUOTE: lancement d'une carte de crédit multidevises

Swissquote a lancé une carte de crédit permettant de payer ses achats en différentes devises, sans conversion en franc et sans frais de traitement. Une douzaine de monnaies sont disponibles sur ce moyen de paiement, notamment le dollar, l'euro, la livre et le yen. Des devises moins courantes comme les couronnes danoise, suédoise et norvégienne, le dirham des Emirats arabe unis ainsi que les dollars canadien, australien et de Hong-Kong sont également proposés, a détaillé le courtier en ligne jeudi. Avec cette nouvelle carte de crédit, la société vaudoise veut étendre la gamme de services proposés à ses clients, a indiqué Lino Finini, membre de la direction de Swissquote. — (awp)

EDR SUISSE: décès de l'administrateur François Hottinger

Membre de longue date du conseil d'administration de la banque privée genevoise Edmond-de-Rothschild (Suisse), François Hottinger est décédé, a annoncé jeudi l'établissement dans un communiqué. Né en 1943, M. Hottinger était administrateur de l'établissement depuis 1970. Coté en Bourse, Edmond-de-Rothschild (Suisse) a dégagé en 2017 un bénéfice net de 76 millions de francs. La banque s'approchait des 1800 collaborateurs, en augmentation à fin 2017. Globalement, le groupe, lancé en 1953, en totalisait 2600 et 182 milliards d'actifs sous gestion dans 27 sites. — (awp)

La Business School qui change votre carrière



BACHELOR / MASTER / MBA

Excellence reconnue
Focus employabilité
Cursus innovant

IFM UNIVERSITE

Tél. +4123222580 - www.ifm.ch